

[Article republié avec l'aimable autorisation du blog [Les Ruminant-e-s](#)]

Féministes radicales et hommes proféministes : l'alliance piégée¹ ?

publié dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements*. Montréal, Lux, 2008, 276 p.

Aux sorcières d'hier, d'aujourd'hui et de demain.
À nos rires et nos luttes.

L'actualité féministe nord-américaine est marquée par des questionnements internes, notamment quant aux possibilités d'ouverture face à des hommes désireux de s'investir dans cette lutte contre la hiérarchie entre les sexes. Les multiples milieux féministes, autant institutionnels (comme par exemple les comités femmes des syndicats)² qu'affinitaires et autonomes, poursuivent cette réflexion. La récente Commission parlementaire sur la réforme éventuelle du Conseil du statut de la femme est exemplaire de cette remise en question d'espaces de femmes non-mixtes. La promotion croissante de la mixité organisationnelle touche également les milieux radicaux et, plus spécifiquement, l'environnement des groupes féministes radicaux³ de Montréal.

Ce débat actuel est stimulé par un ensemble de facteurs. D'un point de vue général, on peut noter l'influence grandissante des théories défendues par des féministes critiques du féminisme radical, et qui se revendiquent d'une « troisième vague », ou d'un « nouveau féminisme ». L'accroissement de la visibilité et de la légitimité accordée aux hommes se disant proféministes participe également du phénomène de remise en question de la non-mixité. Les groupes d'hommes proféministes québécois, tels qu'Hommes contre le patriarcat, ont par leur présence ouvert la porte à des collaborations avec les féministes radicales. Celle-ci sont parfois tentées, par une utopie d'un travail égalitaire possible avec certains hommes – les « bons gars » – d'oublier les privilèges historiques que ces derniers ont tiré de l'appropriation collective et individuelle des femmes (pour ne nommer que l'appropriation du corps et du travail des femmes), qui se manifestent notamment par des comportements et des attitudes oppressantes envers leurs « alliées » féministes. Cette utopie explique en grande partie

¹ L'auteure remercie particulièrement Ève-Marie Lampron pour sa relecture du texte, pour les échanges et les discussions.

² Le comité de condition féminine de la Centrale des syndicats du Québec évoque les possibilités d'intégrer des hommes dans leur comité : CSQ, Comité de la condition des femmes : bilan et perspectives 2000-2002, 5 et 7 décembre 2001, 3 p.

³ Le féminisme radical se distingue des autres courants féministes (libéral par exemple), par son analyse systémique du pouvoir masculin. Par conséquent, les solutions qui sont envisagées ne peuvent se situer à l'intérieur des institutions qui régissent le système (la justice par exemple ou la famille). À cela, Francine Descarries ajoute que « les tendances radicales convergent dans leur dénonciation de la société patriarcale, dans leur refus d'expliquer l'infériorisation des femmes par des arguments d'ordre naturel ou biologique et dans la primauté qu'elles accordent aux luttes des femmes. L'argument prévalant est que les femmes sont opprimées et exploitées individuellement et collectivement sur la base de leur identité sexuelle ». Francine Descarries, *Les courants de pensée féministe*, Montréal, Alliance de recherche IREF/Relais-Femmes. Document tiré d'une conférence donnée à l'UQAM, 2006.

la collaboration entre les hommes proféministes et des militantes de collectifs féministes radicaux, tels que Les Sorcières et Cyprine, dans le cadre de coalitions mixtes.

L'explication proposée ici est le fruit de réflexions découlant d'expériences qui serviront à présenter une analyse davantage descriptive des groupes féministes autonomes de Montréal, et finalement une critique de certains liens entretenus avec des hommes proféministes⁴. Je tenterai d'évaluer les impacts des collaborations avec les hommes proféministes en tenant compte des remises en question structurelles, théoriques et idéologiques qui marquent l'actualité féministe montréalaise. Pour ce faire, j'étudierai la coalition antimasculiniste créée dans le but de répondre aux discours des masculinistes organisés autour du Congrès Paroles d'hommes, en avril 2005.

LES GROUPES DE FÉMINISTES RADICALES ET AUTONOMES DE MONTRÉAL

Les divers groupes actuels de féministes radicales francophones non-mixtes et autonomes sont nés à la fin des années 1990 ou au début des années 2000. Je compte présenter ici trois de ces groupes, soit Les Sorcières (auquel je participe), Némésis et Cyprine, car mon implication politique m'a permis de connaître davantage ceux-ci. Il ne faut pas pour autant oublier l'existence d'autres groupes permanents ou éphémères, comme des comités de femmes du mouvement étudiant québécois, ou encore les Lilitantes, qui ont organisé un événement artistique le 6 avril 2006, ainsi que les Amazones, qui se sont mobilisées lors de la grève étudiante de 2008 et contre le projet de loi C-484 ouvrant la porte à la recriminalisation de l'avortement. Par ailleurs, les organisations d'extrême-gauche comptent sur la participation de féministes radicales, tout comme les milieux communautaires et institutionnels. Les groupes que nous étudierons apparaissent soit dans le cadre des mobilisations contre le capitalisme (Némésis), en réaction à des comportements sexistes dans le milieu militant (Les Sorcières) ou encore de la dynamique stimulante de la Rencontre féministes radicales à Montréal en 2003 (Cyprine). Les militantes du milieu féministe radical montréalais se reconnaissent par leur conviction que les femmes sont soumises à un système de domination spécifique, le patriarcat, ainsi que par leurs combats contre les privilèges masculins. Cette compréhension systémique de rapports de sexe fondamentalement inégalitaires et oppressants pour les femmes constitue leur point de ralliement permettant l'alliance dans les actions menées.

Les Sorcières est un collectif affinitaire né en 2000 d'une réunion de cuisine, à la suite de comportements machistes subis par des femmes des milieux anarchistes et communistes⁵. L'affinité au sein du groupe se constitue autour de trois thèmes – antipatriarcat, anticapitaliste et anti-État – que nous articulons par l'entremise d'analyses féministes radicales. Ces points de ralliement n'ont toutefois pas empêché le collectif de réfléchir sur divers thèmes et systèmes d'oppression, comme le

⁴ Mon champ d'étude se limite au milieu d'organisations autonomes féministes radicales montréalaises, considérant mon implication personnelle ainsi que les alliances militantes que j'ai entretenues. Il s'agit donc d'un terrain limité, mais peu discuté dans les études sur le féminisme au Québec.

⁵ Pour plus de détails, voir l'histoire de ce collectif dans le journal *Les Sorcières*, vol. 3, n° 5, mai 2003, p.16-17.

racisme⁶. Notre allégeance radicale implique que nous recherchons les fondements des oppressions, principalement celles des femmes, dans l'asymétrie entre les groupes sociaux dont les rapports sont régis par des systèmes d'exploitation (patriarcat, capitalisme, racisme). D'autre part, des divergences d'orientations – certaines militantes étant davantage anarchistes (au sens classique), d'autres communistes ou féministes matérialistes – enrichissent nos délibérations. Ces différences nous invitent à pousser plus loin nos réflexions tout en suscitant des débats constructifs. Nous considérons que le processus fait partie intégrante des actions menées et nous permet (dans la mesure du possible) d'éviter la reproduction de schémas politiques oppressants. Les Sorcières fonctionnent donc par voie consensuelle afin de partager et d'intégrer les idées et propositions de toutes ses membres⁷. Il n'existe pas de hiérarchie de fonction au sein du collectif (il n'y a pas de présidence ni de secrétariat⁸). Les prises de parole sont attribuées en alternance, en accordant la priorité à celles qui ne se sont pas encore exprimées. En contrepartie, nous ne sommes pas à l'abri de comportements fâcheux. Il arrive parfois que le manque de temps constitue l'ennemi pernicieux qui assure la reproduction de comportements inégalitaires. Les échéances à respecter constituent une justification au manque d'écoute ainsi qu'à la monopolisation de la parole par certaines⁹. En six ans d'existence, Les Sorcières ont mené bon nombre d'actions. Les champs d'implication vont de l'action directe à l'animation d'ateliers d'éducation populaire, en passant par la diffusion de notre journal¹⁰. Nous sommes régulièrement appelées à collaborer à des événements mixtes pour participer à une réflexion féministe, ainsi qu'à un rapport de force nécessaire pour des femmes dans le cadre d'activités militantes aux côtés d'hommes se disant progressistes. Nous avons ainsi préparé et animé trois ateliers au Salon du livre anarchiste, le premier (mai 2000) traitant des comportements de domination au sein des milieux militants, le second (mai 2002) rappelant que le privé est politique, en s'inspirant d'exemples choisis dans les milieux militants autonomes mixtes de Montréal, et le troisième (mai 2006) abordant diverses expressions de l'oppression des femmes dans les multiples formes de couple (souvent appelées couple « ouvert » et couple « fermé »). Les Sorcières agissent également dans le cadre de manifestations diverses – les marches du 1er mai, les manifestations contre la guerre, contre le G8 ou contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (sommet de Montebello, août 2007) – où nous aspirons à faire entendre une voix féministe par l'entremise de slogans qui dénoncent la hiérarchie établie entre les sexes. Nous avons organisé à plusieurs reprises une manifestation mixte contre les vigiles de Campagne

⁶ Voir entre autres, *Les Sorcières*, n° 4, mars 2002.

⁷ Ce mode de fonctionnement a cependant été remis en question par certaines Sorcières qui se demandaient s'il n'y avait pas des pressions exercées lorsque les discussions devenaient pour certaines beaucoup trop ardues ou trop fastidieuses.

⁸ Nous cherchons cependant à réfléchir à la spécialisation pernicieuse qui peut parfois s'installer dans le collectif, comme par exemple, les animations d'ateliers et les prises de parole publiques. Certaines connaissances techniques ; comme le montage du journal, restent toutefois difficile à partager.

⁹ Au sujet des comportements de domination dans les communications, voir le document de la langue de domination produit par le défunt collectif Némésis via leur site : www.antipatriarcat.org/nemesis

¹⁰ Pour plus de détails au sujet des thèmes abordés par le journal *Les Sorcières*, voir Francis Dupuis-Déri, « Idées noires : les anarchistes et leurs journaux au Québec (2000-2006) », postface du livre de Marc-André Cyr, *La Presse anarchiste au Québec (1976-2001)*, Montréal, Rouge et Noir, 2006, p. 173-217.

Québec-Vie (groupe antichoix en matière d'avortement) devant la clinique Morgentalet, les premiers dimanches d'octobre.

Nous avons également établi des liens de solidarité avec d'autres collectifs féministes radicaux, en plus de mener des actions non mixtes. Une des belles réalisations et collaborations des Sorcières fut celle de la mise sur pied de la Rencontre féministe radicale du 1er février 2003, avec le groupe féministe Némésis¹¹. La majorité des membres du groupe Némésis agissaient initialement à l'intérieur du Comité femmes d'Opération SalAMI¹². Constitué d'une dizaine de femmes, le comité effectue des analyses féministes de la mondialisation, et offre des formations sur ce thème. Lors du Sommet des Amériques de 2001, elles changent de nom pour SalamiELLES et organisent une manifestation intitulée « Tisser la toile de la solidarité », qui attire l'attention des médias. Soixante groupes de femmes de divers pays se joignent aux membres du groupe pour aller déposer des rubans, toiles et autres tissus, sur la clôture qui sépare les indignitaires des manifestantes et des manifestants¹³. Les participantes ont également manifesté en compagnie d'une marionnette géante nommée Némésis, en hommage à la déesse de la juste colère et de la vengeance. Les événements entourant le Sommet des Amériques agissent à titre de catalyseur du désir d'autonomie des membres de SalamiELLES, qui sont de plus en plus critiques à l'égard des attitudes autoritaires et masculines de l'organisation SalAMI¹⁴. Fidèles à leurs habitudes, les hommes des organisations militantes provoquent la colère des militantes qui décident de quitter l'organisation SalAMI après le Sommet des Amériques. Elles créent ensuite le groupe affinitaire Némésis¹⁵. Ce dernier agit principalement en milieu non mixte (les centres de femmes, par exemple) en donnant des formations portant, entre autres, sur la non-violence dans l'action directe et sur la déconstruction-reconstruction de la notion de pouvoir¹⁶. La rencontre féministe radicale fait aussi partie de leur contribution au mouvement féministe montréalais, avant leur dissolution en 2005.

En collaborant pour la mise sur pied de la Rencontre féministe radicale, Némésis et Les Sorcières se dotent d'une double structure, soit celle des comités affinitaires qui devaient entériner les propositions du comité organisateur composé de membres des deux collectifs. Des comités de travail ont par la suite été créés afin d'assurer le bon déroulement de la journée, que ce soit pour l'organisation du souper, le spectacle de clôture, etc. Malgré les différences de point de vue et de fonctionnement des deux groupes organisateurs (comme par exemple sur la question de la non-violence¹⁷), aucun

¹¹ Pour plus de détails voir : « 1er février 2003 : Date historique pour les féministes radicales de la région ? », *Les Sorcières*, vol. 3, n° 5, mai 2003, p. 4.

¹² En résumé, SalAMI se constitue en réaction à l'Accord multilatéral sur l'investissement (l'AMI). Les membres de SalAMI ont mené des actions de désobéissance civile pacifiques et présentent un discours qui dénonce les effets des accords de libre-échange. Pour plus de détails, consulter le site Internet de Némésis : www.antipatriarcat.org/nemesis

¹³ Anna Kruzinski, « De l'Opération SalAMI à Némésis : Le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 227-262.

¹⁴ Merci à Anne-Marie de la Sablonnière pour nos échanges et discussions sur Némésis.

¹⁵ Pour plus de détails sur l'histoire du groupe Némésis, voir le texte d'Anna Kruzinski, op. cit.

¹⁶ Les membres du site donnent accès à leurs outils de formation via leur site Internet.

¹⁷ Pour Némésis, une action non violente consiste en une action qui, tant au niveau du déroulement (résultat) que de l'aboutissement (objectif) du processus menant à sa réalisation, conserve une cohérence globale (ex. : éradication des rapports de pouvoir entre les personnes, des hiérarchies, etc.).

élément d'ordre organisationnel et analytique n'a fait l'objet de discorde fondamentale et aucun des deux groupes n'a imposé sa volonté à l'autre. Ces différences étaient même enrichissantes pour Les Sorcières qui faisaient parfois face à un choc de culture militante stimulant.

La Rencontre de féministes radicales montréalaises a finalement accueilli une centaine de féministes venant de Montréal, de Sherbrook et d'autres municipalités. L'objectif était de créer un lieu de rencontre où nous pourrions apprendre à nous connaître, faire preuve de solidarité et proposer des possibilités de luttes et d'actions communes. Les liens se voulaient volontaires et affinitaires. Pour ce faire, les participantes étaient conviées à des ateliers attitrés au hasard de manière à permettre la diversité des analyses dans les discussions, dont les thèmes étaient choisis par les participantes. Le masculinisme et l'antiféminisme ont fait l'objet de grandes préoccupations lors des discussions. La plénière a ensuite permis à des féministes de proposer des projets d'actions et de prendre l'initiative de les mener à terme¹⁸.

Le collectif féministe Cyprine est né peu de temps après la Rencontre féministe radicale. Les membres du groupe ont commencé leur collaboration par une manifestation le 8 mars 2003. À ses débuts, Cyprine publie un zine du nom du collectif et y indique ses principes de base. Cyprine a également organisé un rassemblement pour dénoncer le projet d'une Journée montréalaise de l'homme, convient les féministe et proféministes à se regrouper devant l'Hôtel de ville de Montréal, le 29 septembre 2005, date à laquelle le conseiller municipal Jean-François Plante envisageait de proposer l'adoption d'une journée montréalaise de l'homme. En termes d'actions menées, nous comptons également l'organisation de la manifestation pour femmes seulement, La nuit sans peur, en 2005, et la participation des membres de Cyprine à l'organisation d'une vigile et d'une action directe instaurée par Les Sorcières, le 5 mai 2003, lors du procès du sergent Vohl, un policier accusé d'agression sexuelle lorsqu'il était en fonction (d'autres féministes radicales, dont des membres de Némésis, étaient également présentes).

LES GROUPES PROFÉMINISTES

Au milieu des années 2000, les féministes des collectifs autonomes devaient composer avec l'émergence de collectifs masculins voués à la lutte contre le sexisme¹⁹. Même s'ils étaient peu nombreux et comptaient des effectifs limités, ces groupes affinitaires, tels qu'Hommes contre le patriarcat (HCP), possédaient un pouvoir d'influence lié à leur position de privilège d'hommes blancs hétérosexuels. Pour illustrer le propos, notons que la création d'HCP (fin de l'année 2002) coïncide avec celle du collectif féministe

Némésis ne considère d'ailleurs pas comme étant violent le bris d'objets. D'autre part et contrairement aux Sorcières, elles font une distinction claire entre les différents types d'actions visant le bris de propriété publique ou privée. Ainsi, lancer une pierre n'est pas perçu de la même manière que le célèbre démantèlement du McDonald's par José Bové.

¹⁸ Consulter la production vidéo d'Anna Lupien et de Marie-Noël Arsenault intitulée *Rebelles féministes*, qui porte surtout sur la rencontre féministe radicale. Cette vidéo est disponible via Internet : www.leslucioles.org. Les Sorcières sont aussi à l'origine de la formation du comité ad hoc qui organisa la 2e rencontre de féministes radicales à Montréal, à l'hiver 2008. Environ une centaine de femmes participèrent à l'évènement.

¹⁹ À l'exception, entre autres, du Collectif masculin contre le sexisme qui existe depuis 1979.

Cyprine (début de l'année 2003). Durant cette période, HCP s'attirait la sympathie et recevait quelques invitations d'entrevues, comme par exemple de la revue féministe *FémininÉtudes*²⁰, alors que les militantes de Cyprine devaient défendre la légitimité de leur autonomie organisationnelle lors d'une assemblée générale de l'Association de la Faculté des Sciences Humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM) portant sur l'attribution des subventions.

En résumé, HCP s'interroge et lutte contre l'oppression des femmes, en plus des autres formes et institutions oppressives telles le racisme, le capitalisme et l'État. Les membres du collectif dénoncent également le pouvoir que les hommes détiennent par le biais des rapports hétérosexuels²¹. En ce qui a trait à leur mode de fonctionnement, Hommes contre le patriarcat s'inspire des groupes féministes radicaux autonomes. Les membres procèdent par voie consensuelle sans exclure la possibilité d'un vote majoritaire²². Leurs principes font écho à la terminologie employée par les féministes radicales matérialistes²³.

Ils affirment ainsi :

« Nous reconnaissons la lutte féministe comme une lutte de classe et de libération des femmes et constatons donc qu'elle appartient en tous points aux femmes. Nous croyons de notre devoir d'appuyer les militantes féministes, [en fonction des] désirs et particularités des différents groupes et individus avec qui nous aurons tissé des liens, et que cet appui nous mène plus particulièrement à intervenir au sein de notre classe, soit auprès des hommes²⁴. »

Les militants de HCP s'adressent plutôt à leurs pairs et tentent d'intervenir auprès des hommes. Leurs actions dénoncent, par exemple, les comportements sexistes des militants étudiants par des affiches intitulées « De l'hypocrisie sexiste d'un mouvement », et ils ont organisé, en parallèle à la manifestation La nuit sans peur, une distribution de tracts pour encourager les hommes à adopter des attitudes non menaçantes à l'égard des femmes. Qui plus est, ce regroupement affinitaire suit de près les agissements des groupes et individus masculinistes, tels que Fathers 4 Justice, le Réseau Hommes Québec, l'Après-Rupture et Content d'être un gars²⁵. Enfin, la création d'une Coalition antimasculiniste qui aspire à contrer les impacts du backlash antiféministe interpelle HCP, et canalise son énergie militante. Ce collectif décidera

²⁰ Judith Patenaude, « Les hommes s'organisent », *FémininÉtudes*, vol. 8, n° 1, 2003, p. 34.

²¹ Pour plus de détail sur le groupe, consulter leur site Internet : www.antipatriarcat.org/hcp.

²² Merci à Yannick Demers pour les informations supplémentaires concernant HCP.

²³ Appartenant au courant du féminisme radical et s'inspirant de l'analyse classiste, le féminisme matérialiste s'est historiquement dégagé des analyses marxistes en voyant une oppression spécifique non pas du prolétariat mais de la classe des femmes par la classe des hommes. En ce sens, les féministes radicales matérialistes ne considèrent pas que le système capitaliste soit la source de l'oppression des femmes.

²⁴ « Hommes contre le patriarcat – Qui nous sommes... », 2004, www.antipatriarcat.org/hcp

²⁵ Pour plus de détails critiques des masculinistes, voir [Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri \(dir\), *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué. La guerre contre les femmes*](#), Remue-ménage, 2008, 257 p. ; Pierrette Bouchard, « La stratégie masculiniste : Une offensive contre le féminisme », 1er avril 2003, www.sisyph.org ; et Table de concertation de Laval en condition féminine, Paroles féministes, controns le ressac ! Réponses à un discours antiféministe, Table de concertation de Laval en condition féminin, 2005, 37 p.

cependant de se dissoudre en 2006, jugeant que son existence colportait une image trompeuse de « bon gars » exemplaires.

Il en va de même pour le Collectif masculin contre le sexisme (CMCS)²⁶. Ce dernier a été fondé à l'été 1979 lors d'un colloque portant sur les liens entre la pornographie et la violence faite aux femmes. CMCS s'inspire lui aussi explicitement des analyses féministes radicales. Les structures et le mode organisationnel ressemblent de près à ceux d'Hommes contre le patriarcat (obligation envers les féministes, groupe affinitaire qui s'adresse aux hommes, prise de parole publique, etc.), ces deux groupes travaillant régulièrement en collaboration. CMCS établit davantage des liens intellectuels et militants avec les féministes qui travaillent sur la violence et les effets de l'exploitation des femmes. Les membres du CMCS font partie des premiers hommes qui réagissent au masculinisme. Dès 1981, le collectif se positionne contre la revue Hom-Info et poursuit depuis son combat contre les antiféministes. En bref, le CMCS et HCP consacrent beaucoup d'énergie à combattre les masculinistes, ce qui explique en grande partie leur implication au sein de la Coalition antimasculiniste.

Nous notons aussi la présence éphémère d'un groupe nommé Gars contre le patriarcat. Ce dernier se constitue à la suite d'un atelier sur le patriarcat au Salon du livre anarchiste de Montréal en 2005. Les hommes de ce groupe désiraient réfléchir à l'asymétrie entre les hommes et les femmes, par des lectures d'ouvrages sur l'impact contraignant et normalisateur du patriarcat. Des membres de ce groupe, dissous après quelques rencontres, considéraient que les hommes ne sont pas tant oppresseurs qu'opprimés par le patriarcat. Un étrange système de domination sans dominants ? Finalement, cette nébuleuse d'hommes et de groupes d'hommes proféministes encourage certaines féministes à entrevoir une lutte avec des hommes, participant ainsi à cette mise au rancart des positions des féministes qui continuent de croire que la non-mixité relève d'une stratégie encore nécessaire aujourd'hui. À cette idée voulant que certains hommes aient suffisamment réfléchi pour ne plus (ou peu) profiter de privilèges, s'ajoute la promotion d'un nouveau féminisme qui avance que le féminisme radical est maintenant dépassé et qu'il importe de songer à l'intégration des hommes dans le mouvement féministe.

LE CHOC CONCEPTUEL DE « LA TROISIÈME VAGUE²⁷ »

Par-delà les organisations proféministes et féministes radicales autonomes de Montréal, existe un mouvement actuellement porteur de questionnements et de débats soulevés par les théoriciennes, intellectuelles et militantes qui se revendiquent d'une appartenance à ce qu'il est désormais admis d'appeler la « troisième vague » du féminisme. Des universitaires telle que Maria Nengeh Mensah consacrent beaucoup d'énergie à définir et conceptualiser cette troisième vague. Nengeh Mensah explique que :

²⁶ Ces informations m'ont été transmises par Martin Dufresne.

²⁷ Pour une discussion plus approfondie au sujet de la « troisième vague » voir : Mélissa Blais et al., « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches Féministes*, vol. 20, N° 2, 2007, P. 141-162.

« [d]’ un point de vue intellectuel, la désignation d’une troisième vague concorde avec la déconstruction de la catégorie « femme » comme référent unique et monolithique d’une supposée position féministe dominante, sous l’influence des théories de la postmodernité, tels le poststructuralisme, le postcolonialisme et le *queer*, qui font le procès des grands récits, comme celui de l’analyse marxiste endossée par certaines féministes des années 1960 et 1970²⁸. »

Elle poursuit en avançant l’existence d’un malaise chez plusieurs femmes à se revendiquer du féminisme. Afin de dissiper le malaise, certaines féministes de la troisième vague invitent leurs consœurs féministes à rompre avec les analyses radicales qui, selon elles, figent les catégories de sexes²⁹. Nengeh Mensah renchérit sur « la notion d’hybridité qui est au cœur de la troisième vague, de même que l’idée qu’aucune définition de l’oppression ne vaut pour toutes les femmes en tout temps, en tout lieu et en toute situation³⁰. » En somme, cette conceptualisation tend à catégoriser à la fois des cadres d’analyse, l’évolution et les variations de l’histoire du mouvement féministe au Québec, ainsi que les thématiques qui ont dominé certaines périodes pour ensuite être déclassées.

Sans vouloir m’éterniser sur cette conceptualisation du féminisme, je tiens à souligner que la périodisation proposée par certaines théoriciennes de la troisième vague³¹ simplifie et caricature l’histoire des féministes. Bon nombre d’époques ont connu des féministes de diverses tendances qui ont milité et combattu sur divers fronts. À cette périodisation problématique (car trop schématique) de l’histoire du féminisme par les théoriciennes et partisans de la troisième vague s’ajoutent leurs propositions de définitions simplistes du féminisme radical. En effet, les analyses féministes radicales n’appartiennent pas uniquement à une vague (soit la « deuxième »), qui correspondrait à la fois à une période historique précise (1960-1980) ainsi qu’à une prépondérance et à une récurrence des termes et des analyses explorées par les féministes (comme par exemple le travail domestique). À ce sujet, l’historienne féministe Micheline Dumont explique :

« Parfois, la vérité historique se trouve dans le désordre des faits et des tendances. L’histoire, très souvent, tente de faire ressortir du chaos de la réalité un récit complet avec un commencement, un milieu et une fin, pour écrire justement, une histoire. On élimine adroitement du récit les faits, les idées, les tendances qui ne coïncident pas avec la structure temporelle choisie et dérangent les générations. L’histoire, ne l’oublions pas, est un discours sur la réalité historique³². »

À titre d’exemple, des féministes du début du XXe siècle ont abordé des thèmes que certaines féministes associent à des questionnements appartenant à la fin des années 1970 et aux années 1980, tels que la répression hétérosexuelle et le lesbianisme³³. Qui plus est, le radicalisme politique est de composition hétérogène et appartient à différents

²⁸ Maria Nengeh Mensah (dir), *Dialogues sur la troisième vague féministe au Québec*, Montréal, Remue-ménage, 2005, p.4.

²⁹ Ibid. p. 17.

³⁰ Ibid. p. 14

³¹ Pour plus de détails, voir Nengeh Mensah, op. cit.

³² Micheline Dumont, « Réfléchir sur le féminisme du troisième millénaire », Mari Nengeh Mensah (dir.), op. cit., p. 62.

³³ Sheila Rowbotham, *Women in movement*, New York, Routledge, 1992, p. 233-238. Voir également, *Féminisme et révolution*, Paris, Payot, 1973, 311 p.

courants. Il existe ainsi des *queers* radicales (comme les Panthères Roses³⁴) différentes des féministes marxistes, malgré leur allégeance à un radicalisme politique ou à une conception systématique des rapports de domination. D'autre part, les féministes radicales matérialistes³⁵ n'ont jamais évoqué – comme le prétendent certaines critiques qui se revendiquent de la troisième vague – que le patriarcat représente l'unique système capable d'expliquer l'ensemble des oppressions³⁶.

Par ailleurs, le terme « patriarcat » (système d'oppression des femmes) est un concept d'une grande importance pour comprendre la convergence et les unions entre plusieurs féministes radicales, même si le féminisme radical n'est pas homogène. Il est à la fois pluriel et diversifié. En reprenant le concept de patriarcat, il est possible de mettre à jour ces différences. Christine Delphy avance ainsi que :

« ... son utilité ne fait pas l'unanimité parmi les féministes ; le rôle qui lui est dévolu dans les différentes analyses est révélateur des clivages les plus fondamentaux qui existent au sein du mouvement féministe. En France, la coupure est claire : l'utilisation du terme « patriarcat » différencie nettement les féministes radicales des féministes socialistes³⁷. »

En résumé, certaines féministes socialistes et anarchistes au Québec³⁸ considèrent que l'oppression des femmes est la conséquence du système capitaliste. Quant à elles, les féministes radicales matérialistes perçoivent une oppression spécifique des femmes, différente du système capitaliste, sans pour autant nier l'existence de liens organiques entre les deux (entre autres) systèmes d'exploitations.

La non-mixité ne fait pas l'unanimité au sein des groupes appelés à travailler ensemble sur différents fronts, étant donné que les alliances se forment malgré des conceptions différentes des systèmes d'oppression. Cette distinction entre féministes anticapitalistes et féministes radicales matérialistes traverse l'histoire de l'extrême-gauche en Occident depuis plus de cent ans. L'approche accordant un rôle déterminant au capitalisme vu comme système global d'oppression (à la fois économique, mais aussi politique, raciste et sexuel), prise par nombre de militantes anarchistes et communistes, reste plus sympathique à une alliance entre les hommes et les femmes dans la grande lutte

³⁴ Pour plus de détails sur les Panthères roses voir, « Les Panthères roses. Récit d'un parcours dans le placard public », Maria Nengeh Mensah, (dir.), op. cit., p. 113-118.

³⁵ Les critiques lancées et répertoriées par Maria Nengeh Mensah appartiennent surtout à ce courant du féminisme radical.

³⁶ La théoricienne Christine Delphy, connue pour ses analyses féministes matérialistes, affirme ainsi que : « nous féministes matérialistes, qui affirmons l'existence de plusieurs – d'au moins deux – systèmes de classes, et donc la possibilité qu'une individu ait plusieurs appartenances de classe, qui peuvent de surcroît être contradictoire ; nous qui pensons que les ouvriers mâles ne sont pas, en tant que victimes du capitalisme, pour autant absous du péché d'être des bénéficiaires du patriarcat, nous refusons cette voie de sortie, trop facile pour être honnête », [Christine Delphy, *L'Ennemi principal*, Tome 2. Penser le genre](#). Paris, Syllepse, p. 234. De plus, certaines féministes radicales matérialistes se sont attardées à comprendre et analyser le racisme. Colette Guillaumin consacre des pages entières à ce système d'oppression dans son ouvrage [*Sexe, race et pratique du pouvoir : L'idée de Nature*](#), Paris, Côté-femmes, 1992, 239 p.

³⁷ Christine Delphy, op. cit., p. 225.

³⁸ Certaines militent auprès d'organisations anarchistes telles que le journal *Le Trouble*, la North-Eastern Federation of Anarcho-Communists – Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC), la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), etc.

anticapitaliste. Les féministes radicales matérialistes, pour leur part, tendent à se méfier des hommes, même s'ils se disent anarchistes ou communistes, voire antisexistes, car tous les hommes profitent du système spécifique d'oppression des femmes, soit le patriarcat.

Ajoutons à ce clivage la présence de plus en plus répandue de féministes radicales à tendance *queer*, qui fait écho à l'engouement pour l'anarchisme (qui valorise l'idée d'une autonomie individuelle) et qui participe au questionnement sur la mixité organisationnelle. En tant que composante de cette présumée troisième vague, le *queer* vise « autre chose » que la non-mixité. Diane Lamoureux caractérise le féminisme *queer* par :

« ... le refus de l'hétéronormativité, ce qui dégage quatre grandes pistes de prospection qui ne sont pas mutuellement exclusives : premièrement, la critique de la contrainte à l'hétérosexualité, c'est-à-dire que le régime sous lequel se pense la normalité sexuelle est celui de l'hétérosexualité ; deuxièmement, la critique de la pensée dichotomique, qui trouve sa source dans la bipartition de l'humanité en deux sexes ; troisièmement, une critique de la logique catégorielle comme mécanisme de pouvoir ; quatrièmement, une remise en cause du fixisme identitaire³⁹. »

Étant donné que les théories *queer* posent comme postulat l'éclatement réel ou possible des référents masculin et féminin, les organisations qui résultent de cette pensée refusent totalement ou en partie la non-mixité. Cette dernière ne pourrait se justifier, selon la conception *queer*, qu'en réaffirmant le fixisme identitaire perçu comme oppressant pour des individus dits libres de jouer à déconstruire et reconstruire leurs identités au gré de leurs désirs.

De plus, et contrairement à ce que les « nouvelles féministes » s'identifiant à la troisième vague prétendent, le malaise des femmes à s'attribuer une d'identité féministe n'est pas une caractéristique contemporaine. Le collectif Clio écrivait déjà en 1982 : « "Je ne suis pas féministe, mais". On entend cette expression dans tous les milieux, toujours suivie d'une affirmation sur les droits des femmes qui pourrait sortir directement de la bouche d'une féministe⁴⁰. » Cependant, Clio ne tombe pas dans le piège des théoriciennes de la troisième vague, soit celui de s'attaquer à d'autres féministe en les accusant d'être responsables des difficultés d'identification des femmes à cette lutte qui les concerne. Le collectif Clio poursuit ainsi : « ... elles ont toujours peur de se montrer agressives, de risquer la désapprobation masculine en s'identifiant ouvertement à celles qui sont souvent caricaturées comme des folles et des frustrées. Réflexe de personnes qui se voient toujours dans les yeux des autres⁴¹ ? » Ainsi, être féministe, c'est voir, sentir et combattre son oppression. Ce n'est pas chose facile lorsque l'on sait que l'opresseur est – surtout pour les hétérosexuelles – un être aimé dans le couple ; et pour nous toutes : un père, un frère, un cousin... Par conséquent, « ... les femmes, nous, comme tous les opprimés, répugnent à se sentir femmes parce qu'elles répugnent, comme tous les êtres humains, à se sentir opprimées. Ceci est un des grands obstacles à l'engagement des

³⁹ Diane Lamoureux, « La réflexion *queer* : apports et limites », Maria Nengeh Mensah (dir.), op. cit. p. 503.

⁴⁰ Collectif Clio, Micheline Dumont et al., op. cit., p. 503.

⁴¹ Ibid., p. 504.

femmes dans la lutte féministe : car lutter, c'est reconnaître qu'on est opprimée, et reconnaître qu'on est opprimée est douloureux⁴². »

Finalement, des féministes identifiées à la troisième vague reprochent à celles qui les ont précédées d'ancrer les femmes dans un statut de victime. Il importe ici de faire la nuance entre le statut de victime imposé par le système patriarcal et l'identité de combattante de toutes les féministes qui cherchent à s'émanciper de cette catégorie imposée. Il existe ainsi une distinction profonde entre la victimisation, davantage associée aux comportements d'une personne qui refuse d'agir lorsqu'elle est en situation d'injustice, et le statut de victime que le système nous impose et que nous combattons. D'autant plus que la notion d'*empowerment*, maintenant fort utilisée en intervention en milieu clinique ou communautaire, par exemple⁴³, a été largement répandue par des féministes des années 1960-1970⁴⁴.

Malgré mes critiques de l'idée d'une troisième vague féministe, je partage l'avis de Micheline Dumont lorsqu'elle suggère :

« ... la scène féministe semble présentement en ébullition non pas parce qu'un nouveau féminisme est en train d'apparaître, mais parce que les questions qui ont surgi et sont désormais à l'avant-plan semblent nouvelles. Or, parfois, elles ont déjà été formulées au début du XXe siècle, mais peu de femmes les ont entendues, et souvent les historiennes les ont soigneusement gommées de leurs belles analyses⁴⁵ »

La tendance *queer* est un bon exemple de forces émergentes et influentes qui questionnent et séduisent un nombre considérable de féministes. Enfin, l'intérêt croissant pour la condition masculine amène d'autres féministes, telle Marie-Josée Béchar, à concevoir également les hommes comme opprimés par l'identité masculine traditionnelle et à insister sur l'importance de la participation masculine au mouvement féministe. Les remises en question de la non-mixité ont donc des racines diverses à la fois à l'extérieur et à l'intérieur des milieux féministes non-mixtes.

LA COALITION ANTIMASCULINISTE

C'est donc dans un contexte marqué par des remises en question de la non-mixité et des analyses des féministes matérialistes, ainsi que de la proximité entretenue avec les collectifs proféministes, qu'est née la Coalition antimasculiniste. Cette mixité hommes-femmes est néanmoins le fruit d'une décision de féministes qui lancent la première rencontre née d'un désir partagé d'intervention contre le deuxième congrès Paroles d'hommes, présidé par le psychologue et sexologue clinicien Yvon Dallaire, les 22, 23 et 24 avril 2005 (le premier congrès s'était tenu en Suisse en 2003). Tout en voulant se

⁴² Christine Delphy, op. cit., p. 232-233.

⁴³ J'ai constaté l'influence toujours grandissante du concept d'*empowerment* dans mon milieu de travail (intervention en toxicomanie) sans pour autant que l'origine de cette notion soit reconnue.

⁴⁴ Il n'existe cependant pas de consensus à propos de l'origine de la notion d'*empowerment*. Merci à Laurence Fortin-Pellerin pour cette précision. Voir son texte : « Contribution théoriques des représentations sociales à l'étude de l'*empowerment* : le cas du mouvement des femmes », *Journal international sur les représentation sociales*, vol. 3, n° 1, 2006, p. 57-67.

⁴⁵ Micheline Dumont, op. cit., p. 63.

distancier des militants masculinistes en employant le terme « hoministe⁴⁶ », Yvon Dallaire utilise néanmoins les mêmes stratégies rhétoriques que ses semblables masculinistes. Pire encore, il avance que :

« [I]es hommes n'ont pas à avoir honte de leur forte libido, car c'est elle qui augmente les probabilités d'activités sexuelles et, partant, les probabilités de reproduction et de survie de l'espèce humaine [...] Messieurs les pères, parlez avec vos adolescents de cette intensité sexuelle par laquelle vous aussi êtes passés afin de les aider à se déculpabiliser d'être des êtres sexués, sexuels et génitaux. [...] Ne laissez pas vos femmes, leurs mères, les mettre en garde contre les débordements possibles de cette sexualité en leur demandant de faire "attention" aux filles avec qui ils sortent⁴⁷. »

Il est difficile de trouver un discours qui justifie et autorise de façon plus explicite la violence sexuelle des hommes à l'égard des femmes.

Les masculinistes forment un mouvement qui réagit aux discours féministes et s'organisent dans le but de contrer les actions de ces dernières. La Table de concertation de Laval en condition féminine a bien su cerner les récurrences discursives chez ces antiféministes qui accusent la société québécoise de discrimination envers les hommes. Ils ajoutent que les féministes dominent dans plusieurs domaines (droit matrimonial, le système scolaire, etc.) et que les femmes détiennent tout le pouvoir dans l'unité familiale. Ce contrôle féminin et féministe serait responsable de l'échec scolaire et du suicide des hommes, en plus de déposséder les pères de leurs enfants. Il suffit de rappeler que les femmes représentent 60 % de la population pauvre⁴⁸ et qu'elles sont violentées par des hommes dans la majorité des cas⁴⁹, pour comprendre l'absurdité des discours des masculinistes. Une analyse plus systématique des propos masculinistes nous révèle leur intention implicite ou explicite de consolider ou d'accentuer les privilèges masculins. Cette intention s'exprime parfois par le recours à la psychologie pour justifier l'attribution naturelle de rôles sexués⁵⁰, ou par le refus explicite du droit à l'avortement⁵¹, et quelquefois par des références explicites à Marc Lépine⁵².

La première rencontre de ce qui deviendra la Coalition antimasculiniste a lieu en novembre 2004 à l'initiative des féministes de l'UQAM, qui appellent d'abord des féministes de toute tendance dont des milieux autonomes mixtes et non-mixtes (Cyprine et les Sorcières, par exemple) à mettre en place une structure organisationnelle et

⁴⁶ Selon Dallaire, ce terme est né d'une injonction des préoccupations féministes et des volontés d'y intégrer les difficultés vécues par les hommes, en tant qu'hommes.

⁴⁷ Yvon Dallaire, *Homme et fier de l'être*, Québec, Option santé, 2001, p. 195.

⁴⁸ Louise Brossard, « Fiche 5 : Condition masculine et inégalités sociales des femmes », Journée préparatoire à la Commission parlementaire portant sur le concept d'égalité et la politique en condition féminine, FFG/Comité Femmes et développement régional de la Conférence des élus de Montréal, 38 p., citée dans Table de concertation de Laval en condition féminine, op. cit., p. 15.

⁴⁹ Ibid., p. 19.

⁵⁰ Yvon Dallaire est ici un bon exemple. Voir, Yvon Dallaire, op. cit., p. 195 et, Yvon Dallaire, 2005, « L'homme agit ses émotions », dans Mario Proulx, (dir.), *La planète des hommes*, Québec, Société Radio Canada, Bayard Canada, p. 125-126.

⁵¹ *In Nomine patris, ce que veulent les mouvements de pères*, réalisation de Myriam Tonelotto, ARTE, 2005.

⁵² Peter Zohrab croit que : « [l]a solution de Marc Lépine pourrait devenir la voie du futur » cité dans, Francis Dupuis-Déri, 2005, « Féminisme et réaction masculiniste au Québec », dans Maria Nengeh Mensah (dir.), op. cit., Montréal, Remue-ménage, p. 162.

surtout à discuter de la place éventuelle des hommes au sein de cette organisation. Les féministes présentes sont partagées sur la question d'une organisation mixte ou non-mixte pour répondre aux masculinistes. L'existence des hommes proféministes, qui depuis plusieurs années réagissent de manières diverses au masculinisme, a contribué à faire pencher la décision vers la mixité de la coalition. La conclusion consensuelle de féministes présentes se résume ainsi : comme il est question de masculinité, la parole des hommes proféministes permet de faire contrepoids à l'éloge de la masculinité axée sur la virilité avancé par les masculinistes. Néanmoins, les dangers d'une structure mixte ont été soulevés par certaines. Elles se demandaient s'il n'était pas politiquement plus approprié que les femmes s'organisent entre elles sur la base d'une réalité commune d'opprimée, considérant que les hommes tirent tous profit des luttes menées par les masculinistes à savoir : plus de ressources pour les hommes violents, la déresponsabilisation des hommes en matière de violence, l'influence grandissante des impacts des psychologues masculinistes qui maintiennent les femmes dans des rôles de soumission, un accès plus grand aux enfants en cas de divorces sans prise en considération du comportement du père. Ajoutons à cela que les hommes qui participeront à la coalition ne peuvent se départir de leurs privilèges systémiques qui vont de l'accaparement de la parole publique aux attitudes de dominations exercées sur celles qui militent à leurs côtés.

Malgré le rappel de ces réalités matérielles de l'oppression des femmes, les féministes ont décidé de créer une structure mixte, mais balisée dans l'espoir d'amoindrir les manifestations des privilèges masculins. La structure devait permettre le maintien d'un rapport de force féministe, en plus de s'inspirer du mode de fonctionnement commun à plusieurs groupes féministes non-mixtes. En résumé, les décisions sont adoptées de manière consensuelle mais les assemblées générales sont décisionnelles uniquement si les femmes comptent pour 2/3 des personnes présentes. Les tours de paroles sont attribués selon un principe d'alternance fondé à la fois sur le sexe des intervenantes et des intervenants, et sur le nombre d'interventions. Les femmes animent les assemblées et peuvent exiger la création de caucus non-mixtes lorsqu'une d'entre elles ressent ou identifie des comportements oppressifs de la part d'hommes à l'égard de femmes. Ces caucus sont déclenchés sur le coup et les hommes doivent quitter la salle de réunion, le temps de nos délibérations. Les participants se retrouvent ainsi entre hommes alors que nous (les femmes) espérons qu'ils soulèvent des pistes de réflexion et des remises en question de leurs attitudes. Finalement, la prise de parole publique est réservée aux femmes. Le 23 novembre 2004, une seconde réunion permet à des hommes et des femmes de former une coalition mixte qui adopte les innovations structurelles et organisationnelles discutées lors de la première rencontre non-mixte. Bon nombre de participantes et de participants mentionnent ne jamais avoir connu (en milieu francophone de Montréal) ce type d'organisation d'inspiration féministe dans un contexte de mixité⁵³. La première assemblée générale mixte a donné naissance à des comités de travail redevables devant l'assemblée. Le comité propagande avait pour mandat de fabriquer le matériel de diffusion et d'information, entre autres sous forme d'affiches et de pamphlets. Le comité d'action devait réfléchir aux possibilités d'actions

⁵³ Ce type de structure et de mode d'organisation existe toutefois dans certains milieux anglophones canadiens. Le rapport du bilan non mixte hommes de la coalition mentionne l'existence d'une coalition mixte à Vancouver entourant l'organisation Rape Relief.

directes, dans l'esprit des recommandations des assemblées. Le comité festivités s'occupait de l'organisation et de la logistique du spectacle de clôture et de la projection de films. En plus du comité finance, il y avait le comité activités parallèles, qui était chargé d'organiser une journée d'ateliers d'éducation populaire dans le but de créer un espace de réflexion et de solidarité et de diffuser l'information. Un comité sécurité sera également créé vers la fin du processus de mobilisation, car des participantes ont exprimé leurs craintes de devoir faire face à des masculinistes agressifs durant les ateliers du 23 avril 2005. Le comité sécurité était composé uniquement de femmes, dans le but d'éviter que des membres de la Coalition reproduisent des attitudes d'homme sauveur. Au travail de longue haleine de la Coalition antimasculiniste dans la préparation des événements de la fin de semaine du 22 et 23 avril 2005 s'ajoutent la tenue de kiosques d'information, des conférences publiques ainsi qu'un travail de collaboration avec des militantes et militants de l'Université de Montréal où avait lieu le congrès Paroles d'hommes.

Des bilans non-mixtes, ainsi qu'un bilan mixte en juillet 2005, marquent la fin du travail militant de cette coalition. Cette dernière a réalisé plusieurs bons coups, dont une participation importante aux ateliers du 23 avril de militantes et militants des groupes communautaires, autonomes, affinitaires et milieux universitaires⁵⁴. En contrepartie, elle compte son lot d'effets négatifs, directs et indirects, se rapportant à sa mixité organisationnelle. J'insiste sur ces éléments, puisque bon nombre de critiques exprimées par les participantes et participants y faisaient référence⁵⁵.

Tout d'abord, les membres de la coalition ont effectué leurs analyses en lien direct avec leur appartenance à leur classe de sexe⁵⁶. En résumé, des hommes ont insisté sur l'importance d'un *Boy watch*, une pratique qui consiste, pour les hommes, à surveiller les débordements de comportements masculins. Au moment des crises politiques qui se sont produites par des remises en question féministes (comme par exemple, le dénigrement des peurs de l'action directe et les tons agressifs), des hommes constatent que certains d'entre eux ont préféré quitter la coalition plutôt que d'entamer une réflexion autocritique de leurs propres attitudes. Malgré le fait qu'ils aient peu parlé des caucus non mixtes hommes, des participants jugent ces derniers décevants. Ils évaluent que la courte durée des discussions politiques lors de ces caucus est sans doute une des conséquences du manque de motivation à se remettre en question⁵⁷. Des hommes ont également souligné leur manque d'écoute, entre autres au sujet des plaintes qui ont été formulées à leur endroit sur la liste de discussion Internet. En conclusion, des hommes ont questionné les effets réels de leur présence au débat contre la hiérarchie entre les sexes et ils se sont demandés s'ils nuisaient au travail féministe, en ralentissant par exemple par leur présence et leurs erreurs politiques le travail des militantes qui devaient consacrer temps et énergie à les confronter. Ils en concluent que le travail en mixité, même avec des hommes qui se disent proféministes, ne permet pas des rapports

⁵⁴ Pour plus de détails sur les ateliers, voir le site de la coalition : www.antipatriarcat.org/antimascu.

⁵⁵ Les commentaires émis par les participantes et les participants touchent néanmoins divers aspects tels que les remises en question des dynamiques de pouvoir entre femmes. Je ne pourrai cependant pas aborder l'ensemble des critiques formulées par cette collectivité étant donné le manque d'espace.

⁵⁶ Il est à noter que certains des commentaires se recourent. J'ai choisi de les attribuer à la catégorie de sexe qui a le plus insisté sur ces critiques.

⁵⁷ Informations tirées du compte-rendu écrit du bilan non mixte des hommes, du mois de mai 2005.

égalitaires avec les femmes – cette conclusion influença la décision de HCP de se dissoudre en 2006.

Tout comme les participants, les participantes ne parviennent pas à dégager de consensus au sujet de la mixité organisationnelle. Certaines sont d'avis que la structure et le mode de fonctionnement ont été efficaces malgré l'épuisement causé par la vigilance que les femmes devaient entretenir face aux comportements oppressifs. Elles soulignent qu'un travail de solidarité féministe est à faire et que ce type d'espace ne permet pas ou trop peu d'effectuer ce travail. Des femmes jugent également discutable l'attitude différenciée des hommes dans divers espaces de la coalition. Les hommes pouvaient adopter plus facilement des attitudes de domination à l'intérieur des comités où le nombre de femmes était plus faible⁵⁸. De plus, les membres féminins ont effectué les tâches traditionnellement associées à leur sexe, en plus de s'occuper des fonctions habituellement exercées par des hommes (comme par exemple, la prise de parole publique). Même si des hommes ont accompli des tâches traditionnellement féminines, des femmes notent qu'ils recevaient des félicitations étant donné « qu'un homme qui fait la vaisselle, c'est sympathique et mignon, mais une femme qui lave à ses côtés, c'est commun, invisible, normal... ». Certains problèmes étaient difficiles à éviter, car quelques hommes de la coalition antimasculinistes jouissaient de statuts socioprofessionnels qui leurs assuraient une plus grande visibilité médiatique. Par conséquent, des hommes se sont exprimés publiquement, malgré les décisions de l'assemblée générale que ce soit des femmes qui s'expriment publiquement au nom de la coalition. À titre d'exemple, les femmes ont critiqué l'accaparement, par des membres masculins, de la représentation publique de la coalition à Québec, le 22 avril 2005, lors de la journée contre le masculinisme et le patriarcat organisée par le collectif anarchiste La Nuit. En somme, les hommes proféministes manifestent depuis des années leurs intentions de travailler à la fois sur leurs schémas masculins tout en appuyant les luttes féministes, mais il existe un décalage bien réel entre les intentions des hommes proféministes et les effets de leur présence au sein d'une organisation féministe. La bonne intention ne suffit donc pas à éliminer la hiérarchie. Conséquemment, la mixité comporte son lot de problèmes pour les femmes. De plus, les féministes ont exprimé leurs difficultés à poursuivre le travail dans leurs groupes affinitaires non mixtes pendant le fonctionnement de la coalition qui a ralenti le travail des groupes féministes autonomes. Qui plus est, les femmes devaient combattre une oppression vécue autant à l'intérieur de la coalition qu'à l'extérieur, entre autres par le ressac antiféministe des masculinistes. Fatigant? Très certainement. L'épuisement a été maintes fois décrit et il se faisait ressentir encore plusieurs mois après la fin de la mobilisation, par les militantes féministes, alors qu'il était question de s'organiser contre le Congrès antichoix en novembre 2005. L'attente exprimée à cette occasion, que des groupes féministes radicales organisent une réplique aux antichoix, a été longue et une autre coalition mixte est née (Coalition Avortons leur congrès), avec ses impacts et ses conséquences, pour ne nommer que le départ de

⁵⁸ Évidemment, la non-mixité n'est pas en tout temps un paradis égalitaire. D'ailleurs, des féministes en ont pris conscience et proposent et expérimentent – au moins depuis les années 1970 – des rituels, procédures, jeux de rôles, etc. dans le but d'évacuer, dans leur groupe, des inégalités découlant des privilèges de classes, d'éducation ou même de traits de personnalité. À ce sujet, voir le travail du collectif Némésis : www.antipatriarcat.org/nemesis.

féministes qui ressentait ou prévoyait les conséquences négatives d'une structure non balisée, qui offrait d'autant plus d'espace aux comportements dominants⁵⁹.

PROPOSITION POUR PENSER LA NON-MIXITÉ

Il va sans dire que les commentaires et les réactions des féministes sur la participation des hommes aux combats contre l'oppression des femmes sont maintenant vieilles comme le féminisme lui-même. L'histoire nous informe qu'au XIX^e siècle, en France, un groupe pour les droits des femmes se forme autour de Maria Deraismes et Léon Richer. L'influence qu'exerce Richer n'est pas sans impacts. Des militantes les résumeront ainsi : « les tuteurs et les protecteurs ne font pas toujours au mieux les affaires de leurs protégés », et « ces messieurs ne vont pas aussi loin que nous, leurs intérêts ne sont pas les mêmes⁶⁰ ». La mort de Léon Richer permet aux femmes de reprendre le contrôle de leur mouvement, avec une participation masculine limitée à des rôles d'auxiliaires. Plus près de nous, il n'y a qu'à penser aux propos d'ouverture tirés de *Des luttes et des rires* de femmes (revue féministe des années 1980) :

« Le mouvement des femmes n'a peut-être ni l'énergie ni le désir d'entrer en relation directe avec des groupes mixtes, et particulièrement ceux de gauche ; il y faut voir généralement une menace pour son autonomie. Effectivement, le danger de récupération existe et, bien que des alliances avec des organisations mixtes ne soient pas chose impossible à réaliser, elles supposeraient une augmentation de notre pouvoir comme mouvement. En d'autres mots, d'éventuelles alliances, pour être fructueuses, nécessiteraient de notre part la création d'un rapport de force du mouvement des femmes, de ses acquis et de ses revendications et de s'opposer farouchement à toute dilution de la lutte antipatriarcale dans la lutte anticapitaliste. Les conditions préalables à de telles alliances ne font pas encore partie de la réalité⁶¹. »

Pour ma part, la non-mixité n'est pas cette conception trop souvent évoquée en termes binaires (opposition mixte et non-mixte) et hermétiques (la non-mixité exclut les hommes). Cette perception stéréotypée est erronée, car elle ne tient pas compte des relations et des liens entretenus par les féministes avec les hommes de divers horizons. La participation des Sorcières au Salon du livre anarchiste de Montréal est ici un bon exemple qui tend à démontrer les liens existants entre les organisations féministes non mixtes et les hommes. Pour mieux rendre compte d'une compréhension détaillée de la non-mixité, il faut comprendre ce modèle organisationnel en termes de stratégie politique. Par ailleurs, n'est-il pas étonnant que la non-mixité soit un acquis de plusieurs mouvements sociaux, mais que les féministes (et les personnes racisées) soient les seules

⁵⁹ D'autres expériences féministes mettent en lumière les effets du pouvoir masculin dans le cadre de luttes pour le droit à l'avortement. À titre d'exemple, des anarchistes accusèrent des féministes, désireuses de marcher à l'avant d'une manifestation prochoix, d'être sexistes et séparatistes. Pour plus d'informations voir l'article du collectif Love and Rage, « Arachist Youth Federation. We're pro-choice and we riot », *Love and Rage*, vol. 3, n° 4, avril/mai 1992, p. 12.

⁶⁰ Propos de Julie Daubié et Maria Desraimes, cités par Florence Rochefort, « Démocratie féministe contre démocratie exclusive ou les enjeux de la mixité », Michel Riot-Sarcey (dir.), *Démocratie et représentation*, Paris, Kimé, 1995, p. 193.

⁶¹ *Des luttes et des rires* des femmes. Tribune d'échange et de liaisons des femmes, vol. 4, n° 2, décembre 1980-janvier 1981, p. 35-38 dans Micheline Dumont et Louise Toupin (dir.), *La pensée féministe au Québec, Anthologie (1900-1985)*, Montréal, Remue-ménage, 2003, p. 487.

à qui on refuse cette forme d'autonomie ? Reproche-t-on aux syndicalistes de ne pas inclure les patrons dans leurs organisations ?

La non-mixité est d'abord une stratégie de création d'espaces au sein desquels il est possible de mettre en commun nos expériences, de partager nos connaissances et nos idées d'actions en conformité avec notre réalité commune d'opprimée. Ces espaces sont essentiels à la mise en commun des réalités vécues par les femmes, tout comme les travailleurs et les travailleuses qui s'organisent ensemble au sein de syndicats parce qu'ils et elles vivent une réalité différente de celle de leur employeur. En traitant de violence masculine, la psychologue Patrizia Romito rappelle ainsi que :

« La non-mixité [a] permis à des femmes d'occuper un espace physique et mental où se redéfinir et se reconcentrer sur leurs priorités au lieu de devoir se conformer aux exigences et aux attentes masculines. Les groupes de conscience, qui se rassemblaient par petits groupes de femmes, firent découvrir à beaucoup d'entre elles que la violence qu'elles avaient subie et que chacune avait vécue dans le secret et la honte – persuadée d'en être la seule destinataire – était en fait tragiquement banale. Les groupes de *self help*, nés du besoin de trouver des réponses aux problèmes de santé et à la souffrance de tant de femmes, eurent la capacité de développer une critique radicale de la médecine, de la psychologie et des protocoles de soins traditionnels. Cette position critique inédite a donc produit un savoir neuf⁶². »

Aurions-nous, en tant que société, suffisamment évolué pour penser que les espaces décrits par Patrizia Romito ne sont plus nécessaires, voire dépassés ? Serions-nous à ce point aveuglées par le discours des hommes qui aspirent à se départir de leurs privilèges pour en oublier le fait même de ces privilèges ? Est-il nécessaire de rappeler que les organisations pour le droit des pères (partie intégrante du mouvement masculiniste) sont nées d'une initiative à la fois des hommes proféministes et d'antiféministes, solidaires des mêmes privilèges masculins⁶³ ?

Les propos de Patrizia Romito montrent que la non-mixité n'est pas seulement une structure, un mode d'organisation mais bien davantage, pour ne nommer que cette production de « savoir neuf ». Pour cela, l'initiative, ainsi qu'une bonne partie du processus menant aux actions décidées en non-mixité, doivent se réaliser dans cet espace, en raison de l'importance du rapport de force tenté face à l'opresseur (tout comme les travailleurs et les travailleuses qui s'organisent et se consultent sur la base de leurs conditions matérielles avant d'aller négocier une convention collective). La vision stéréotypée de la non-mixité laisse de côté tout un pan du processus politique qui s'exerce à l'extérieur de cet espace réservé aux femmes. Pour revenir sur le Salon du livre anarchiste, les ateliers présentés par Les Sorcières s'offraient dans un environnement mixte. Les rencontres mixtes participent du processus de réalisation d'actions féministes. Les animatrices et les membres du collectif féministe s'impliquent dans les discussions aussi bien avec des femmes que des hommes. L'ensemble de la communauté participante quitte les lieux en portant de nouvelles expériences, des questions, des réponses et parfois même de nouvelles colères... Les groupes féministes non mixtes

⁶² [Patrizia Romito, *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*](#), traduit de l'italien par Jacqueline Julien, Paris, Syllepse, coll. « Nouvelles questions féministes », 2006, p. 60.

⁶³ Phyllis Chesler, « The Men's Auxiliary : Protecting the Rule of Fathers », Kay Leigh Hagan (dir.), *Women Respond to the Men's Movement*, San Francisco, Pandora, 1992, p. 134.

exercent donc régulièrement un mouvement de va-et-vient entre les espaces exclusivement réservés aux femmes et les milieux mixtes. En tenant compte du fait que les sexes sont toujours régis par une relation hiérarchique, il devient beaucoup plus valable pour les féministes de se regrouper (afin de mieux canaliser nos colères) pour ensuite lutter contre les privilèges des hommes de tous les milieux.

Mélissa Blais